

# EVALUATION DES INFRASTRUCTURES DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DU NIGER

Présenté à :

Initiative de l'Education pour le Développement et de la Démocratie des Etats-Unis  
Washington, DC

Yaovi Atohoun  
Coordinateur Leland - Bénin

Eileen Reynolds  
RTI

Karl Stanzick  
MTDS S.A.

**May 3, 2001**



## Remerciements

---

L'équipe voudrait remercier l'Ambassade des Etats-Unis pour son hospitalité, particulièrement John Davis et Kossomi Aboubacar pour leur inlassable assistance et énergies. Nous témoignons également notre reconnaissance pour l'enthousiasme et le soutien direct de l'Ambassadeur Kirkpatrick dans la réalisation de cette mission. Nous voudrions enfin remercier tous ceux qui ont consacré de leur temps pour s'entretenir avec nous et partager avec nous leurs expériences et leurs idées.

# Rapport Synthèse

---

Le présent rapport présente le niveau actuel de connectivité Internet du Niger, la manière dont les technologies de l'Information et de la communication sont exploitées et la manière dont elles pourraient être utilisées pour assurer la promotion de ce pays. Le rapport est basé sur une évaluation faite par Yaovi Atohoun, Coordonnateur de Leland au Bénin, Eileen Reynolds, Research Triangle Institute, et Karl Stanzick, MTDS, en mars 2001. L'USAID et l'Ambassadeur des Etats-Unis au Niger ont demandé cette évaluation en vue de déterminer la manière dont le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique peut apporter une meilleure assistance au Niger en matière d'amélioration de l'accès à la technologie de l'information et de la communication. En fonction de ce que les membres de l'équipe d'évaluation ont appris, ils ont recommandé à l'USAID et à l'Ambassade des Etats-Unis d'entreprendre certaines actions clés.

Les infrastructures Internet actuelles du Niger sont inadéquates pour satisfaire la demande de ce pays. Avec un nombre de lignes téléphoniques fonctionnel inférieur à 15.000, l'inexistence d'infrastructure de téléphonie mobile, une connexion de 128 km au réseau Internet, et un seul prestataire étatique de services de télécommunications (Sonitel), le Niger fait partie des pays les moins connectés du monde. Les applications Internet à temps réel telles que la recherche du web, les fichiers de descente ou la lecture d'un journal online sont actuellement très difficiles, voire impossibles.

Sur la base des expériences de l'Initiative Leland dans plusieurs autres pays africains, l'équipe recommande une assistance limitée à la Sonitel pour accroître dans les meilleurs délais la largeur de bande et améliorer la qualité de la connexion au réseau Internet. De paire avec cette initiative l'équipe recommande que le Gouvernement nigérien libéralise le secteur des services Internet afin de permettre aux sociétés privées de revendre les connexions Internet et les services connexes. Il y a plusieurs entreprises privées qui fournissent déjà des prestations connexes, qui sont prêtes à entrer dans la compétition afin d'avoir l'occasion d'offrir des services Internet au public.

Beaucoup d'agences de développement non gouvernementales multi et bilatérales opérant au Niger se sont rendu compte des possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication et essayent de les intégrer dans leurs programmes. La plupart sont frustrées par la mauvaise connectivité au réseau Internet du Niger. Certains tentent de contourner cette situation en recherchant des solutions au niveau du sans fil et en expérimentant des technologies qui ne nécessitent pas l'accès aux lignes téléphoniques telles que les stations de radio rurale recevant des informations par satellite. Une nouvelle technologie VSAT présentée dans le présent rapport propose une option à moindre coût pour la connexion des zones situées hors de la capitale du Niger au réseau Internet.

L'équipe recommande plusieurs programmes devant contribuer au développement du Niger par l'usage de l'Internet. Au nombre de ces programmes, nous avons la connectivité des bureaux des membres de l'exécutif, une plus grande capacité de recherche au niveau de l'assemblée nationale, la liaison des bureaux des pouvoirs locaux par un réseau et l'organisation de sessions de formation au niveau local afin de renforcer les capacités des pouvoirs et des collectivités locales qui assumeront de nouvelles responsabilités avec le programme de décentralisation du Niger.

---

## Table des Matières

<b>Sigles et Abréviations.....</b>	<b>5</b>
<b>1. Introduction.....</b>	<b>6</b>
<b>2. Les Raccords.....</b>	<b>6</b>
<b>3. La Politique.....</b>	<b>8</b>
<b>4. Les Utilisateurs .....</b>	<b>8</b>
4.1. Programmes Multilatéraux, Bilatéraux et Autres Programmes d'Assistance Lies aux Technologies de l'Information et de la Communication.....	9
4.2. Les Programmes financés par le Gouvernement des Etats-Unis .....	12
4.3. Formation en Technologie de l'Information/ Accès des Institutions Educationnelles aux TIC	14
4.4. Le Gouvernement du Niger.....	14
4.5. Le Secteur Prive .....	15
4.6. Les Groupes Affiliés à l'Internet .....	16
<b>5. Recommandations .....</b>	<b>16</b>
5.1. Recommandations relatives aux Raccords .....	16
5.2. Recommandations ayant trait aux Politiques .....	17
5.3. Recommandations Ayant trait aux Utilisateurs .....	18
<b>Annexe A: Plan de Travail.....</b>	<b>23</b>
<b>Annexe B: Informations sur le Web.....</b>	<b>26</b>
<b>Annexe C: Decret Number 2000-037 portant création, attributions et organisation du Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, République du Niger, Présidence de la République, Cabinet du Premier Ministre.....</b>	<b>27</b>
<b>Annexe D: Info Dev Evaluation des Infrastructures des technologies de l'Information et de la Communication et état de "e-préparation" .....</b>	<b>28</b>
<b>Annexe E: Information de Contact pour les Auteurs.....</b>	<b>28</b>

---

## Sigles et Abréviations

ACMAD	Centre africain d'Applications Météorologiques pour le Développement
ARDF	Africa Regional Democracy Fund
DHRF	Democracy and Human Rights Fund
DELGI	Délégation Générale a l'Informatique
ESF	Economic Support Funds
HKI	Helen Keller International
ISOC	Société Internet
TIC	Les Technologies de l'Information et de la Communication
TI	La Technologie de l'Information
PSI	Prestataire de Service Internet
MTDS	Morocco Trade and Development Services
ONG	Organisation Non-Gouvernemental
RTI	Research Triangle Institute
SNV	Organisation néerlandaise de Développement
SONITEL	Société Nigérienne des Télécommunications
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
VSAT	Very Small Aperture Terminal

---

---

# Evaluation des TIC du Niger

## 1. Introduction

L'Initiative Leland de l'USAID a ciblé le Niger en 1996 comme l'un des premiers pays à bénéficier de l'assistance en matière d'infrastructures et de politique Internet. Le coup d'état de 1996 et le retrait subséquent de la mission USAID au Niger en 1997 a été à la base du report de ces activités. Comme le Niger est retourné cette année à un gouvernement plus stable, l'Ambassade des Etats-Unis au Niger a demandé à l'Initiative Leland de faire un état des lieux des infrastructures actuelles du Niger en matière d'Internet et d'identifier les opportunités d'intervention et d'assistance. En vue de la réalisation de cette activité, une équipe de trois consultants composée de Karl Stanzick de MTDS, Eileen Reynolds de RTI et Yaovi Atohoum, Coordonnateur Leland pour le Bénin, a passé dix jours en mars 2001 à rencontrer les acteurs des secteurs public et privé. A travers ces rencontres et l'examen des documents, les consultants ont pu déterminer la situation actuelle du Niger en matière d'infrastructures d'Internet, les facteurs affectant son niveau de développement, et proposer des interventions stratégiques qui pourraient déboucher sur un système d'offre orienté davantage vers la demande, une largeur de bande améliorée et des applications utiles au développement du Niger. (Voir Annexe A pour les travaux).

Ce rapport est axé autour de quatre points ; les Raccords, la Politique, les Utilisateurs et les Recommandations. Les raccords désignent le réseau réel de distribution des services Internet vers le Niger. La Politique désigne la réglementation actuellement en vigueur et ayant cours au Niger en matière d'exploitation de l'Internet et des technologies y relatives. Les Utilisateurs décrit la manière dont les utilisateurs finaux, y compris le secteur privé, la communauté de développement et le Gouvernement nigérien utilisent l'Internet et les autres technologies de l'information et de la communication, ainsi que la manière dont la situation actuelle les affecte. Le dernier chapitre présente les recommandations de l'équipe.

## 2. Les Raccords

Les infrastructures Internet actuelles du Niger sont insuffisantes, saturées et pratiquement inutilisables. Avec un réseau de moins de 15.000 lignes téléphoniques fonctionnelles, l'inexistence d'infrastructure de téléphonie mobile, une connexion de 128 k à l'Internet et un seul prestataire étatique de services de télécommunications (la Sonitel) le Niger compte parmi les pays les moins connectés du monde. Il n'existe actuellement pas de possibilité d'applications Internet à temps réel telles que la recherche de réseau, les fichiers de descente ou la lecture directe de journaux. Il a fallu 45 minutes pour visionner la page [www.yahoo.com](http://www.yahoo.com)

---

L'actuelle entrée reliant le Niger à l'Internet est identique à celles que l'on trouve au Bénin, à Madagascar et dans les autres pays francophones. Dans ces pays, France Câble et Radio (FCR) est impliqué dans le paquet de réseaux de circuits X.25, par exemple Transpac en France, BéninPac au Bénin et NigerPac au Niger. L'actuelle liaison internationale entre le Niger et l'Internet mondial est évaluée à 128 kb/seconde. Cette capacité est totalement saturée au point où la possibilité normale de liaison par Internet n'est disponible à personne dans le pays et le plus robuste et permanent système de courrier électronique (e-mail) est le seul qui marche. Les liaisons téléphoniques nationales là où elles sont disponibles, sont de qualité très acceptable. Les lignes en téléphonie automatique de Niamey ont été testées et toutes se sont révélées capables de soutenir des liaisons V.34 très crédibles et à grande vitesse (28.8 kb/sec). On estime actuellement à 1500 le nombre d'abonnés Internet de Sonitel qui à un nombre très limité de systèmes modulateurs-démodulateurs (modem) acceptant des appels d'entrant. Il n'est pas rare aux heures de service de composer plus de 10 fois avant de réussir à se connecter au réseau. Les appels sur le réseau de la Sonitel sont facturés à 75 FCFA les 90 secondes. En raison de la saturation de la puissance utile internationale, une page de texte sur web peut prendre jusqu'à 30 minutes pour s'afficher, enlevant à la fois les attraits de l'Internet quant à ses services à coûts réduits et à temps réel. L'envoi et la réception de courriers par le serveur local de courrier par Internet fonctionne bien et le courrier est livré sur une base relativement régulière. Les nombreuses plaintes des usagers faisant état de jours inexplicables de coupure de courriers montrent que les abonnements dépassent largement la capacité du réseau qui est exploité sans répit. La Sonitel a installé plus de 30 branchements de lignes privées qui fonctionnent tous bien avec un niveau de qualité de service acceptable malgré la vétusté de la technologie de modulation-démodulation utilisée. La mauvaise performance des liaisons par Internet actuellement en service est due à la saturation de la capacité internationale et non à la défaillance ou à la mauvaise qualité du réseau national.

La qualité de connexion décrite plus haute ne s'applique qu'à la zone métropolitaine de Niamey. La dispersion des lignes téléphoniques à l'extérieur de Niamey est d'une telle mauvaise qualité que la liaison avec la porte d'entrée Internet de Niamey est très difficile, voire impossible, en raison des parasites enregistrés sur les lignes.

Les vieillissantes et inadéquates infrastructures téléphoniques et le sous-dimensionnement de la porte d'entrée de l'Internet au Niger ne sont pas les seules raisons expliquant le développement extrêmement lent de l'Internet. La Sonitel est la seule Pourvoyeuse de Services Internet au Niger, n'a pas de concurrente et n'a de ce fait aucun sens de l'urgence qui puisse l'inciter à rendre les clients heureux.

Les interruptions dans la réception du courrier électronique qui durent toute une semaine ne sont jamais expliquées aux clients et beaucoup attendent depuis plus d'un an l'installation de leurs lignes privées. Les tentatives de notre propre équipe pour obtenir un compte e-mail provisoire pour la durée de notre séjour ont duré plusieurs jours. Ce travail n'aurait pu jamais être fait par un seul individu. Aucune action de commercialisation de ce Service n'est perceptible à Niamey et le marché est très mal informé. Le manque d'informations chez le public et dans le secteur des affaires en ce qui concerne les services Internet du Niger est si criard que les rumeurs et les imaginations vont bon train. L'équipe a appris lors des interviews que « l'Internet ne peut techniquement être opérationnel dans le désert », « le gouvernement nigérien copie

---

chaque message qui entre dans le pays et chaque message qui en sort et c'est ce qui fait que l'Internet est aussi lent », et que « les Français ne veulent pas que les Nigériens disposent des services Internet.

### 3. La Politique

Il n'y a actuellement pas de politique officielle de télécommunications en vigueur au Niger. Le régisseur des télécommunications nous a confié que toutes les prestations de services de télécommunications sont actuellement interdites à tout le monde, à l'exception du monopole national, la Sonitel. Seule la Sonitel a le droit légal d'offrir toute prestation de service dans le domaine des télécommunications, y compris l'Internet. Sans une loi sur les télécommunications, sans une régulation efficace et indépendante, ou une politique spécifique en matière d'Internet, aucun investissement n'est possible dans le secteur privé. La privatisation de la Sonitel était en cours lors de notre visite au Niger et devrait déboucher sur l'élaboration d'une politique nationale de télécommunications et la mise en place d'un organe de régulation plus indépendant.

Les conditions en matière de politique au Niger sont les conditions dans lesquelles l'Initiative Leland a travaillé ces quatre dernières années dans plus de 15 pays. Pendant que se produisent les longs changements bureaucratiques devant aboutir à la privatisation d'une partie du monopole national et créer un environnement réglementaire, on ne devrait plus faire attendre le peuple nigérien. Le Niger est écarté des importantes mutations qui s'opèrent dans le monde à cause de l'inexistence dans ce pays de conditions adéquates de connexion à l'Internet. Les populations nigériennes sont entrain d'être pénalisées parce qu'elles n'ont pas accès à l'un des plus importants outils d'auto développement du siècle.

### 4. Les Utilisateurs

La pauvreté persistante du Niger n'a pas tari l'intérêt de beaucoup de ses citoyens quant aux possibilités que peut offrir la technologie de l'information et de la communication. Peut-être qu'en raison des difficultés que le Niger a connu ces dernières années, beaucoup de citoyens cherchent avancer et voient les technologies de l'information et de la communication comme un outil important. Le présent chapitre traite de la manière dont les populations nigériennes se servent de l'Internet, des autres TIC et des activités potentielles qui peuvent s'appuyer sur les TIC pour participer au développement du pays.

En termes de développement humain, les conditions des Nigériens sont pires aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a 30 ans. En l'an 2000, le Niger était classé au 173<sup>ème</sup> rang sur 174 pays au niveau de l'Indice de développement humain du PNUD. 63% de la population vivent avec moins de un dollar par jour. Le PNB par tête d'habitant en 1999 était de 200 dollars. Les indicateurs sociaux de la mortalité infantile, de l'alphabétisme, de la durée de vie et des inscriptions au cours primaire sont bas. L'économie n'a pas

---

suivi et la population a plus que doublé. (Banque Mondiale [www.banque mondiale.org/afr/ne2.htm](http://www.banque mondiale.org/afr/ne2.htm)). Le Niger a un bas taux d'alphabétisme de 13,6% de la population totale, avec 20,9% de lettrés hommes et 6,6% seulement de femmes. (CIA World Factbook 2000)

Ces statistiques démontrent les besoins du Niger en aide au développement en vue d'aider à réduire la pauvreté. Une aide efficace au développement qui permettrait au Niger d'accroître ses capacités à utiliser l'Internet et d'autres TIC aura un impact positif sans précédent sur la promotion du développement. Les TIC peuvent générer des informations et la communication susceptibles d'aider les agents sanitaires, les enseignants, les gens d'affaires, les fonctionnaires, les paysans, les organisations de financement et les représentants élus dans leur travail. L'équipe d'évaluation a rencontré beaucoup de gens travaillant sur des initiatives s'appuyant sur l'Internet pour aider le Niger à se développer.

#### **4.1. Programmes Multilatéraux, Bilatéraux et Autres Programmes d'Assistance Liés aux Technologies de l'Information et de la Communication**

Ce chapitre donne un aperçu général des informations que l'équipe d'évaluation a pu avoir des bailleurs que nous avons rencontré en termes de programmes qu'ils ont mis ou se proposent de mettre en place et qui tireraient partie d'une liaison Internet améliorée. Ceci n'est qu'un échantillonnage réalisé sur la base des entretiens que nous avons eus avec des individus de chaque organisation et qui n'a pas la prétention d'être une liste complète de ces programmes-là. L'équipe n'a pas eu le temps de visiter toutes les organisations donatrices du Niger, mais elle a essayé vraiment de cibler celles qui, à notre connaissance, s'intéressent à l'usage de la technologie de l'information. Il existe certainement d'autres initiatives dont mention n'a pas été faite ici et que d'autres bailleurs exécutent en relation avec les TIC.

##### Organisation néerlandaise de Développement (SNV)

La SNV s'intéresse à l'usage de la technologie pour atteindre les populations mal loties. La SNV est un partenaire important dans l'Initiative de Radios Rurales (voir ci-dessous). Au nombre de ses objectifs, la SNV se propose de fournir des informations pédagogiques multimédia aux écoles communautaires. Ils sont entrain de chercher les moyens de contourner le problème de mauvaise connexion en expérimentant les solutions sans fil.

##### Le Programme de Développement des Nations Unies/Niger

Le PNUD/Niger a joué un rôle actif dans le développement du Secteur Internet/TIC au Niger. L'économiste Djiali Benamrane, membre du personnel du PNUD a dirigé beaucoup de ces initiatives. En 1998, le PNUD a réalisé une étude de faisabilité en collaboration avec le Gouvernement du Niger « Etude de Faisabilité de la Généralisation d'Internet dans l'Optique du Réseau de Développement Durable au Niger ». Cette étude a été entreprise dans le cadre de l'Initiative Internet du PNUD pour l'Afrique et visait à lancer une série d'activités connexes. Le projet n'avait toutefois pas décollé. L'une des

---

raisons principales de ce non-décollage était que le gouvernement du Niger n'avait pas pu satisfaire aux exigences de ce projet qui voulaient que les gouvernements des pays hôtes versent, dollar pour dollar, l'équivalent de la participation du PNUD au développement des projets Internet.

Le PNUD/Niger est actuellement l'agence de pointe dans l'Initiative sur les radios rurales et les centres d'information pour le Développement appelée RURALNET/CID (voir [http://www.un.ne/homepnudfr/dossier\\_fr/ue/radiosrurales\\_doc.htm](http://www.un.ne/homepnudfr/dossier_fr/ue/radiosrurales_doc.htm) pour de plus amples informations). Le PNUD collabore avec plusieurs agences donatrices comprenant l'ACMAD, la SNV et l'Ambassade des EU/USAID. L'objectif est d'entretenir une large collaboration entre tous les partenaires au développement du Niger, y compris le gouvernement, les entreprises publiques et privées, les agences de financement, les ONG et la société civile. L'Initiative RURALNET vise à installer 160 stations de radio rurale dans tout le Niger. Les Centres d'Informations pour le développement seraient installés là où il y a les stations de radio rurale. D'ici l'an 2007 l'initiative espère avoir installé des stations de radiodiffusion dans chaque nouvelle commune et de telles sources d'information sont destinées à aider le processus de décentralisation actuellement entrepris par le Gouvernement du Niger. Les Responsables de cette Initiative espèrent que ces informations au niveau local seront utiles dans la lutte contre la pauvreté et dans la promotion de la bonne gouvernance.

Le PNUD est entrain de cibler les populations les plus frappées par le sous-développement et les villages à faibles ressources pour le bénéfice de ces stations de radiodiffusion. En relation avec son initiative de radio rurale, le PNUD voudrait faire de l'accès à l'Internet au niveau du village, une réalité. Compte tenu des ressources limitées et du fait que la SONITEL n'est probablement pas en mesure de fournir des services aux villages, ils sont entrain de chercher les moyens d'utiliser les liaisons téléphoniques pour accéder à l'Internet. Le PNUD est entrain de cibler les villages les plus reculés, les endroits que les sociétés privées n'auraient aucun intérêt à servir. Les stations de radio rurale qu'ils contribuent à installer sont gérées par les villageois eux-mêmes, et non par des experts étrangers. Les stations de radio rurale dépendent ou font partie des centres communautaires et sont alimentées par l'énergie scolaire. Worldspace fournit l'accès gratuit aux programmations par satellite de Afristar en direction des radios rurales. Par cet accès, la station de radio peut fournir des informations aux différents groupes (paysans, écoles, etc.) à différents jours de la semaine.

Le village met sur pied une association indépendante pour gérer la station de radio et obtient l'autorisation de fréquence du gouvernement nigérien. Selon le PNUD, le gouvernement du Niger participe bien à cette initiative et a accordé des autorisations de façon diligente. Selon les directives de ce programme, tous les groupes ethniques, les femmes et les jeunes doivent être représentés dans cette association de radio. De même, les émissions doivent être diffusées en langues locales. Les stations sont auto-gérées à 100% (aucune intervention du PNUD). L'association de station de radiodiffusion du village organisera ses propres collectes de fonds telles que la prise de contact avec les bailleurs, la collecte de frais d'adhésion chez les membres de la communauté (ex : 100 FCFA par personne pour être membre). Par ailleurs, ils louent les services de leur propre personnel régional. A Bankilare qui abrite une station de radio rurale, les villageois ont construit le bâtiment qui abrite la station de radio.

---

## Le Programme InfoDev de la Banque Mondiale

L'équipe a appris du Centre de Coordination de l'Information et des Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication sis à la Primature, que le Programme InfoDev de la Banque Mondiale financera une étude sur le développement des TIC au Niger. InfoDev, nous a-t-on dit, accordera une subvention de 50.000 dollars pour cette étude.

## Le Centre africain d'Applications Météorologiques pour le Développement (ACMAD)

Le ACMAD est une organisation africaine qui a son siège au Niger. Le Directeur du ACMAD est très intéressé par l'utilisation effective de la technologie de développement. Ils travaillent en partenariat avec le PNUD et d'autres bailleurs pour l'installation des stations de radio rurale au Niger. En vue d'accroître l'accès des populations aux informations diffusées sur ces stations, le ACMAD distribue des radios à bobine aux paysans et aux autres villageois. A l'origine de la création de ces stations était la mise à disposition des informations météorologiques aux paysans, mais le ACMAD s'est rendu compte qu'on ne peut pas implanter une station de radio pour des informations météorologiques seulement. Aussi les stations présentent-elles des émissions culturelles et éducatives. Les stations de radio appartiennent au village et sont contrôlées par lui.

Ils travaillent en partenariat avec Worldspace (Espace Mondial) et la Fondation Freeplay (radios à bobine). Ils utilisent le financement des bailleurs pour s'acheter des radios. Les Comités villageois de Pilotage des radios vendent les radios à d'autres villageois à 25% du coût initial – il calcule ce coût comme le même montant qu'un villageois payerait pour les piles.

Bankilare, comme mentionné plus haut, est une station de radio rurale devenue très populaire. Goudel est une autre station à succès, qui est en dehors de la ville de Niamey même et qui est gérée par le groupe des jeunes. Ce groupe se sert de cette radio pour éduquer la population à ne pas jeter leurs sachets plastiques usagés par terre. Le groupe offre des radios à bobine à ceux qui sont prêts à aller ramasser les sachets plastiques jetés çà et là dans la région.

Le Directeur du ACMAD estime que l'introduction de nouvelles technologies au Niger ne pose aucun problème. Les ressources et la formation sont les besoins réels. Il a évoqué la nécessité d'habiliter les collectivités locales à l'utilisation des technologies telles que la radio rurale. Il a également parlé de la nécessité d'acquérir les équipements à des prix plus bas, par exemple les ordinateurs de table qu'on peut utiliser au niveau des villages.

Le ACMAD possède un site web pour des informations détaillées – <http://www/ACMAD.ne>

---

## **4.2. Les Programmes finances par le Gouvernement des Etats-Unis**

L'équipe d'évaluation n'a pas eu le temps d'étudier toutes les possibilités d'utilisation des TIC pour tous les programmes actuellement financés par l'USAID et le Gouvernement des Etats-Unis au Niger. Toutefois, l'équipe est d'avis que l'amélioration de l'accès à l'Internet aideraient toutes ces activités en améliorant les communications et en offrant les opportunités d'échanges d'informations et de recherches.

### Africare

Africare n'a pas été associée dès le début aux initiatives sur les technologies de l'information et de la communication parce qu'elles ne semblaient pas applicables au milieu rural dans lequel elle travaille. Cependant, la situation change. Africare a soumis une proposition à l'USAID le 7 mars 2001 à l'effet de démarrer neuf stations de radio rurale dans le Nord du Niger (la région d'Agadez) et s'intéresse davantage à l'utilisation des TIC pour le développement. Africare a proposé de travailler en partenariat avec la SNV et le ACMAD sur cette initiative de radios rurales. Ils ont prévu dans leur budget de radio rurale des fonds pour des technologies complémentaires telles que l'accès à l'Internet au profit des zones rurales. Africare en collaboration avec Helen Keller International, est également intéressée par la création des centres de formation en informatique dans toutes les capitales régionales du Niger. Africare s'est également fait le grand avocat de l'évaluation des TIC au Niger.

### Helen Keller International (HKI)

HKI a également fait pression pour que Leland/USAID se rende au Niger pour s'occuper du problème de connexion sur Internet. HKI s'intéresse beaucoup à l'usage des TIC au profit de son programme du Niger et a souligné l'importance du renforcement de la liaison Internet. Shawn Baker, le Représentant Résident de HKI au Niger a rédigé un document de concept sur la manière dont les TIC peuvent être utilisées pour les assister dans leurs efforts de programmes (prévention de la cécité, la malnutrition micro nutritive et l'éducation et la réhabilitation des aveugles). Le document fait une présentation sommaire des possibilités d'exploitation de l'Internet en vue de la production des informations actuelles sur la santé, l'augmentation des opportunités de mise en réseau des agents de la santé, et même de la possibilité d'aider les aveugles à bénéficier de meilleures opportunités économiques par la formation. HKI utilise déjà les services Internet dans son programme du Niger. Par exemple, HKI participe à une discussion de groupe sur le service d'établissement de liste du trachome et de la nutrition et il envisage de participer à d'autres discussions directes de groupe. HKI a déjà présenté en direct certaines informations sur son programme au Niger. Voir [www.hkitrachome.org](http://www.hkitrachome.org) pour plus d'informations.

### National Democratic Institute for International Affairs (NDI)

Le NDI s'affaire actuellement à ouvrir un bureau à Niamey pour poursuivre ses travaux avec l'Assemblée Nationale. Il œuvre au renforcement des capacités du Bureau de l'Assemblée Nationale, des députés et du personnel. Le NDI a exprimé sa volonté de soutenir l'amélioration de la connexion sur l'Internet et de la formation au profit de

---

l'Assemblée Nationale, et d'accroître ses capacités d'utilisation des TIC en vue d'améliorer la qualité de ses travaux.

### Chambre de Concertation et Transparence des ONG

L'Ambassade des Etats-Unis à Niamey a demandé un financement à l'USAID pour une Chambre de Concertation et Transparence des ONGs. En raison des contraintes budgétaires, cela a été rejeté pour financement par le Fonds d'Appui Economique (FAE) « Pays en Transition », aussi bien que du soutien au Fonds Africain pour la Démocratie Régionale (ARDF). Le Comité du ARDF a recommandé que le Chambre de Concertation soit appuyé par le DHRF. Cette initiative créerait une base de données gérée en direct par une ONG, et portant sur toutes les aides au développement transitant par les ONG, assurant ainsi la promotion de la coordination, de la transparence et de la crédibilité des ONG disposées à se soumettre à un tel contrôle. Cela soutient les intérêts de politique étrangère des Etats –Unis, parce que contribuant à la croissance d'une société civile vibrante, d'un bloc constructif critique en faveur du renforcement de la démocratie. Cela rejoint l'engagement à toute épreuve d'autres bailleurs de promouvoir la société civile nigérienne.

### Le Corps de la Paix

Les Volontaires du Corps de la Paix s'efforcent de se connecter à l'Internet dans les différentes régions où ils servent. Une initiative louable qui mérite d'être notée dans le domaine de la TI est le travail fait par un volontaire qui a aidé un télécentre de Maradi à se connecter à l'Internet. Les Volontaires du Corps de la Paix arrivent, déjà nantis des connaissances en Internet et en Informatique et sont mieux placées pour comprendre les besoins des communautés dans lesquelles ils vivent, et pour savoir la manière dont il faut appliquer les TIC pour renforcer les efforts de développement déployés. La possibilité dont disposent les Volontaires pour aider les Nigériens à se servir de ces technologies est excellente.

### Le Centre Culturel Américain

Il y a plusieurs moyens par lesquels l'amélioration de la liaison par Internet peut aider le Centre Culturel Américain dans ses activités. D'un, le Centre Culturel Américain œuvre depuis un moment avec le Ministère du Tourisme du Niger au développement de l'industrie touristique du Niger, y compris l'envoi de Représentants Nigériens aux Etats-Unis pour des visites d'études. Le Niger peut accroître le nombre des touristes qui viennent dans le pays et en faire bénéficier l'économie nationale en mettant en direct des informations à la disposition de ces touristes. Actuellement, le Ministère du Tourisme n'a pas de courrier électronique (e-mail) et n'a aucun plan pour la mise en place d'un site web devant assurer la promotion du tourisme. Le Centre Culturel Américain est intéressé à aider le gouvernement Nigérien à mettre à la disposition des gens, des informations en direct. Par ailleurs, il ne cesse d'expliquer au Gouvernement l'importance des services téléphoniques et d'Internet pour l'industrie touristique. De plus, d'autres activités du CCA telles que sa bibliothèque publique et ses cours pourraient tirer profit de l'amélioration des liaisons.

---

### **4.3. Formation en Technologie de l'Information/ Accès des Institutions Educationnelles aux TIC**

Pour tirer partie des opportunités qu'offre l'Internet, il faut qu'il y ait des gens qui sachent l'utiliser. Il s'agit aussi bien d'élargir les connaissances du citoyen ordinaire que de former ceux qui assureront la maintenance et le développement des infrastructures des TI et formeront d'autres. En termes de formation des professionnels des TI, il existe au Niger des organisations qui en dispensent les cours, telles que l'Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication (IFTIC), mais il n'y pas au Niger, de module formel sanctionné par un diplôme universitaire en science de l'Informatique ou dans les autres technologies de l'Information. La Direction de l'Informatique a formé beaucoup de Nigériens qui travaillent actuellement dans le secteur privé des TI. L'équipe d'évaluation a pu constater que beaucoup de responsables dans ce domaine ont été formés à l'étranger. Par exemple, le Responsable d'une grande société apparentée aux TIC a été formé en Tunisie. Le manque d'accès à l'Internet au Niger a contraint beaucoup de professionnels de la TI et de professionnels potentiels à aller chercher du travail hors du pays. Ces individus pourraient actuellement retourner au Niger pour lancer leurs propres affaires liées à la TI, ou travailler pour le compte d'une société existante, si les conditions de connexion s'amélioraient. La situation actuelle de connexion décourage ceux qui ont des compétences en TI ou ceux qui rêvent de devenir des professionnels des TI.

L'accès à l'Internet dans les écoles et à l'Université est très réduit, voire inexistant. Selon une source, l'Université Abdou Moumouni du Niger ne disposerait présentement pas d'accès à l'Internet. La Direction de l'Informatique a installé un réseau et aidé l'Université à obtenir une connexion sur l'Internet l'année dernière. Toutefois, la connexion n'a pas duré longtemps, parce que l'Université ne dispose pas de fonds pour payer la connexion. Les étudiants et les professeurs essayent maintenant d'obtenir un service Internet à Niamey. Ils essaient souvent d'utiliser les services non-payants d'une des organisations à but non-lucratif qui fournit un ordinateur ou l'accès à l'Internet au cours de la journée. Certains de ces organisations sont la SNV, la Direction de l'Informatique et le Centre Culturel Américain. Ces services ne sauraient satisfaire la demande existante – la SNV par exemple doit limiter chaque utilisateur à une demi-heure afin de permettre à d'autres d'en faire autant. A maintes occasions, ils se voient obligés de refouler les gens parce que la liste d'attente est trop longue.

### **4.4. Le Gouvernement du Niger**

Beaucoup de services du Gouvernement Nigérien n'ont pas accès à un ordinateur, sans parler d'Internet. Le besoin de TIC est pressant et l'impact potentiel des TIC pour l'accroissement de l'efficacité, l'amélioration des services au profit des citoyens, l'amélioration de la transparence et du flux d'information est grande. Si l'équipe d'évaluation n'a pu faire une analyse poussée des besoins du gouvernement Nigérien en termes de TIC ou de leur utilisation, nous sommes toutefois en mesure de déterminer, à partir des entretiens que nous avons eus avec les représentants du

---

gouvernement que nous avons rencontrés, qu'il existe une grande demande et un grand soutien aux plus hauts niveaux en faveur de l'amélioration de l'accès à l'Internet et des applications des TIC. Nous avons appris que le Président du Niger a rencontré tout récemment les hauts fonctionnaires de l'Etat pour discuter avec eux du problème de la communication et des solutions à y apporter. Les démembrements du Gouvernement, tels que le Ministère des Communications, le Ministère des Finances et le Ministère du Travail et de la Modernisation de l'Administration, sont particulièrement concernés par cette question.

Plusieurs hauts cadres que nous avons rencontré, y compris le Secrétaire Général de la Présidence de la République, le Préfet de la Région de Dosso et le Haut Commissaire à la Décentralisation, n'ont pas d'ordinateur dans leurs bureaux. Tous ont souligné la nécessité de se doter d'ordinateurs, de réseaux internes et d'accès à l'Internet afin de mieux communiquer et de mieux gérer les informations. La Ministre Chargée de la Décentralisation a expliqué qu'il faut parfois jusqu'à une semaine ou plus pour envoyer un fax à l'une des régions avec lesquelles elle travaille dans le cadre de la mise en œuvre du plan de décentralisation du Niger. Avec la liaison par Internet au niveau de ces deux endroits, une telle communication passerait rapidement et le travail pourrait être fait de façon plus efficace. Le Préfet de Dosso a exprimé le désir de pouvoir mieux communiquer avec les administrations locales. Actuellement, il lui faut des jours pour arriver à envoyer un message dans les bureaux des administrations locales par poste ou par courrier.

#### **4.5. Le Secteur Privé**

Beaucoup de personnes ont affirmé que l'Internet peut être d'une grande utilité aux activités commerciales du Niger, même au simple commerçant du marché. Par exemple, beaucoup de commerçants utilisent actuellement des télécopieurs pour envoyer leurs commandes à Hong Kong et ailleurs. S'ils avaient accès à l'Internet, les commandes de marchandises s'en trouveraient grandement accélérées et facilitées. L'une des personnes que nous avons interviewées nous a parlé d'un commerçant du marché qui est illettré et qui a cependant acheté un ordinateur et acquis un compte Internet parce qu'il en reconnaît l'utilité dans la communication avec des partenaires d'affaires. Par ailleurs, le Niger recèle d'artisans talentueux qui fabriquent des objets d'art qui pourraient être vendus à une clientèle plus large si l'Internet était plus largement disponible.

L'équipe d'évaluation a rencontré beaucoup de sociétés ayant des relations avec les TI à Niamey. En dépit de la largeur de bande très limitée et d'autres défis d'exploitation au Niger, beaucoup sont intéressés à intégrer le secteur des services Internet si et lorsque ce secteur sera libéralisé et permettra au privé d'assumer des prestations de services.

Ces sociétés fournissent actuellement une variété de services tels que l'accueil web et la création de pages web, la configuration d'équipements informatiques pour l'accès à l'Internet, les cybercafés, et la vente d'ordinateurs, d'équipements et de logiciels connexes.

---

## 4.6. Les Groupes Affiliés à l'Internet

Il y a un groupe de discussions actives dénommé Internet-Niger (voir <http://www.egroups.fr/group/Internet.niger> pour plus de détails) pour ceux qui s'intéressent au développement de l'Internet dans ce pays. Le groupe comprend environ 58 membres et compte parmi eux beaucoup de responsables du domaine de la TI au Niger. Les membres de ce groupe s'organisent pour mettre la pression sur le gouvernement afin d'avoir une meilleure capacité de connexion à l'Internet et se préparent à mettre sur pied un groupe consultatif pour diriger cette action. Ce groupe donne une fois encore la preuve du grand engouement pour les TIC et aussi de la désapprobation des gens vis-à-vis de l'état actuel des connexions.

Une autre initiative afférente à la promotion de l'Internet est la Fête de l'Internet organisée chaque année. Le Niger a célébré sa seconde Fête la première semaine de mars 2001 et sponsorisé des activités telles que les « cybercafés » publics installés dans les écoles et autres emplacements pour faire la démonstration de l'Internet et susciter la prise de conscience de la population. La Fête de l'Internet a été lancée par la France en 1998 pour encourager l'usage populaire de l'Internet. Veuillez consulter [www.multimania.com/fianiger/](http://www.multimania.com/fianiger/) pour plus de détails.

Au nombre des autres groupes affiliés aux TI, nous avons une association de professionnels des TI, l'Association Nigérienne des Professionnels de l'Informatique (ANPI), une association de promotion de Linux et autres logiciels, l'Association Nigérienne de Linux et des Logiciels Libres (AN3L), et une antenne nationale de la Société Internet – ISOC Niger.

Toutes ces initiatives témoignent du grand intérêt des populations Nigériennes pour l'Internet et de l'existence de professionnels capables d'aider au développement et à l'adaptation des TIC en vue de contribuer au développement du Niger.

## 5. Recommandations

### 5.1. Recommandations relatives aux Raccords

#### **Aide a la Sonitel en vue d'accroître la Largeur de Bande et de Libéraliser le Secteur des PSI**

*Des fonds d'aide doivent être immédiatement mis à disposition en vue d'accroître la capacité Internet de la Sonitel, d'acquérir le matériel et les logiciels nécessaires, de former le personnel technique, d'identifier, de choisir et de connecter les PSI, et d'élaborer un plan de gestion de la croissance. Les coûts sont estimés à 350.000 dollars.*

---

La capacité Internet de la Sonitel doit être relevée immédiatement et des PSI privés créés pour mieux servir le marché et assurer la compétition à des prix raisonnables. En augmentant les dimensions actuelles des « raccords » Internet descendant dans les infrastructures actuelles de la Sonitel, les abonnés actuels au téléphone automatique et aux lignes spécialisées pourront bénéficier des services pour lesquels ils paient actuellement et dont ils ne jouissent pas. L'approche Leland de renforcement des capacités du monopole national et du changement de son rôle, qui deviendra celui d'un grossiste de capacités vis-à-vis d'un groupe d'acteurs du secteur privé s'applique parfaitement à ce cas. Le secteur privé est disposé et capable de fournir des services Internet aux utilisateurs finaux, et la Sonitel et le gouvernement du Niger saluent cette initiative. Une telle activité améliorera immédiatement les infrastructures de l'Internet à Niamey et permettra la compétition et une tarification raisonnable, étant donné que les forces normales de l'offre et de la demande règneront.

### **Etendre l'accès à l'Internet aux Partenaires au Développement de l'USAID situés hors de Niamey**

*Des projets pilotes connectant les partenaires au développement de l'USAID par des terminaux VSAT doivent être immédiatement mis en œuvre et servir de modèle, préparant le terrain à l'utilisation de cette technologie à travers tout le pays et dans toute la région. Les coûts estimatifs d'acquisition des équipements et services d'un site pour une période d'un an sont de 15.000 dollars.*

La quasi-totalité des infrastructures de télécommunications du Niger est centralisée à Niamey et l'expérience de Leland a démontré dans d'autres pays que le secteur privé n'est seul pas capable de mettre en place les infrastructures d'Internet dans les villes secondaires, à plus forte raison dans les zones rurales enclavées. Une solution doit être trouvée pour connecter à un tarif raisonnable ceux en dehors de Niamey d'une manière rentable en termes de coût-efficacité. De récentes avancées en technologie satellitaire ont rendu abordable la connexion directe des sites des utilisateurs finaux au satellite sans qu'on ait besoin de passer par les infrastructures nationales de télécommunications qui, au Niger, n'existent pas en dehors de la capitale.

Les partenaires actuels de l'USAID peuvent être entièrement et directement connectés à un satellite et bénéficier de vitesses d'accès exceptionnelles à des taux raisonnables et même rentables. Cette possibilité n'a pas existé en Afrique à de telles vitesses et à de tels tarifs avant le second trimestre de l'année 2001.

## **5.2. Recommandations ayant trait aux Politiques**

Les activités ci-après permettraient de soutenir la mise en place d'une politique cohérente et efficace de télécommunications/Internet au Niger :

**Voyage d'étude au Maroc du personnel technique de l'Internet et de celui en charge de la politique Internet. 20.000 dollars (2 – 3 personnes pendant une semaine au Maroc).**

Les techniciens et décideurs de la Sonitel disposent de peu de ressources qui sont isolées. Alors que les missions aux Etats-Unis et en Europe sont fréquentes au niveau

---

des officiels Nigériens, le fossé en matière technologique et de politique entre les nations développées et celles en développement est énorme. Les modèles américains peuvent donc ne pas être applicables à la situation des pays en développement. Le Maroc a fait un travail exemplaire de réforme de ses infrastructures de télécommunications ces cinq dernières années et mène une politique d'échange de ces informations avec des partenaires régionaux.

Des représentants du Mali, de Madagascar et de l'Erythrée ont pris part à des visites d'études préalables au Maroc qui ont eu un grand succès et un grand impact.

**Introduire régulièrement de nouvelles technologies d'équipements, de nouveaux produits et de nouveaux services.**

R & D est un luxe que les sociétés africaines peuvent rarement se permettre ; les risques liés à l'achat et au test de nouveaux équipements sont souvent trop élevés et le développement de technologies plus efficaces et à meilleurs prix tarde à se produire dans les endroits qui en ont besoin le plus. L'USAID peut de façon stratégique équiper certains de ses partenaires en équipements et technologies de dernier cri qui inciteront le secteur privé à les essayer. Une « autre façon d'introduire de nouvelles technologies réside dans les opérations quotidiennes de l'USAID, aussi bien que, dans l'encouragement actif des sociétés privées américaines à introduire leurs produits et services dans la région. En Afrique, il y a certaines choses auxquelles on ne croit que lorsqu'on les voit. Faire voir les choses en Afrique n'en valent souvent pas les coûts pour les fournisseurs d'équipements. Pour cette raison, les Africains sont souvent plus que les derniers à savoir quels sont les produits et les services les plus adéquats pour leurs applications.

### **5.3. Recommandations Ayant Traité aux Utilisateurs**

L'équipe d'évaluation a trouvé qu'il existe un grand potentiel pour l'utilisation de l'Internet aux fins de la promotion du développement au Niger. Les nombreuses personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus ont souligné que l'accès à l'Internet n'est pas une nécessité luxe, mais une nécessité pour le développement du Niger. Tous les secteurs, de la santé à la gouvernance démocratique, en passant par l'éducation, peuvent tirer partie de l'amélioration des communications et de l'accroissement de l'accès à l'information aux moyens de l'usage des technologies de l'information telles que l'Internet.

#### *L'Intranet de l'Administration Locale*

**Problème** : Difficultés de communication entre les différents départements du gouvernement.

**Solution proposée** : Mettre en place un réseau reliant par Internet les services de l'Administration locale (communes, arrondissements) entre eux dans une ou plusieurs régions. La nouvelle technologie VSAT à laquelle il a été fait allusion à la page 17 offre de nouvelles possibilités d'élargissement de l'accès aux communes du Niger.

---

*Renforcement du système de communication des Services de la Présidence*

**Problème** : Faible capacité des TIC de la Présidence de la République du Niger débouchant sur des situations d'inefficacité et de manque de compréhension de l'usage des TIC pour le développement du Niger.

**Solution proposée** : Amélioration de la capacité communicationnelle de la Présidence de la République en améliorant l'infrastructure de la TI (réseau informatique), formation à l'utilisation des TIC pour une amélioration des communications, et communication en réseau avec d'autres services de la Présidence en Afrique à travers un Réseau des Services Présidentiels (Execnet).

*Amélioration des capacités de Recherche et de Dissémination de l'Information de l'Assemblée Nationale*

**Problème** : Faible capacité de recherche due au manque d'accès et de formation Internet, manque d'informations chez les citoyens sur les activités du Parlement.

**Solution envisagée** : Acquisition d'équipements informatiques, assistance technique pour la mise en place d'un réseau local, abonnement subventionné à temps limité à l'Internet au profit de l'Assemblée Nationale, formation/démonstration au profit des parlements et de leurs personnels sur la manière d'envoyer des informations en direct à leurs électeurs.

*Renforcement du Processus de Décentralisation a travers le Dialogue*

**Problème** : Le Niger s'est engagé dans un processus de décentralisation d'importants pouvoirs de l'Administration centrale vers les collectivités locales. Pour réussir, ce processus requiert un dialogue ouvert entre les différents acteurs du processus.

**Solution proposée** : Aider les Nigériens à participer au Dialogue sur la Décentralisation (DDialogue), un réseau de gens qui se sont engagés à :

- ?? accroître l'échange d'informations et de perspectives utiles sur la décentralisation avec leurs pairs des niveaux local et central, au sein des secteurs, entre les pays participants et dans toutes les régions de l'Afrique ;
- ?? renforcer l'efficacité de l'administration locale, particulièrement en matière de finances publiques, de génération de revenus locaux et de l'implication des citoyens dans la gouvernance locale ;
- ?? accroître l'engagement de la localité dans l'élaboration d'une politique de décentralisation et dans sa mise en œuvre ;

L'assistance comprendra :

- ?? Le louage des services d'un coordonnateur du Dialogue
- ?? La formation à l'utilisation de l'Internet pour les échanges d'informations, particulièrement à l'utilisation du site web du DDialogue et des groupes de discussions.
- ?? Assistance limitée en ce qui concerne le paiement des comptes Internet et des équipements ou des abonnements aux cybercafés de la localité.

- 
- ?? Aide aux ateliers pour discuter des questions de décentralisation et au profit d'autres activités telles que les émissions radiophoniques devant permettre à accroître la communication et à améliorer la compréhension des gens sur ces questions.

#### *L'Université de la Gouvernance Locale*

**Problème** : Les administrations locales assumeront bientôt de plus grandes responsabilités en matière de gestion du développement, y compris l'éducation et les soins de santé. Beaucoup parmi les futurs dirigeants et administrateurs de pouvoirs locaux manquent d'expériences et de formations nécessaires.

**Solution proposée** : Concevoir et offrir des modules de formation aux responsables de l'administration locale qui les assisteront dans leurs nouvelles responsabilités. RTI a récemment piloté un programme d'enseignement à distance appelé Université pour la Gouvernance Locale (LGU) qu'on peut exploiter pour la formation des responsables des administrations locales et des citoyens, en planification et dans d'autres sujets de gestion.

L'assistance comprendrait :

- ?? Le louage des services de maîtres de conférences pour dispenser la formation appropriée à l'administration locale au Niger.
- ?? L'aide aux administrations locales pour l'achat des équipements et l'accès pour les cours de l'LGU (et l'utilisation de l'accès Internet et du matériel informatique afin de les aider dans d'autres tâches.
- ?? Formation préliminaire à l'usage de l'Internet et de l'outil informatique (selon les besoins.

#### *L'Accès*

**Problème** : la plupart des Nigériens n'ont pas accès à l'Internet et sont pas en mesure d'acquérir leur propre ordinateur et le compte Internet et sont par conséquent coupés de cette ressource.

**Solution proposée** : Aider à la mise en place des Centres d'Apprentissage communautaires (CAC) qui peuvent mettre les services Internet à la disposition du public.

L'Assistance comprendrait :

- ?? La formation en conception/ planification des activités
- ?? L'assistance à temps limité à l'accès aux équipements et à l'Internet

---

### *Coordination des Bailleurs des Fonds*

**Problème** : Manque de compte rendu et de moyen de contrôle des performances des ONG opérant au Niger.

**Solution proposée** : Création d'une Chambre de Concertation et Transparence des ONG. Ce Chambre de Concertation permettra la coordination des activités des bailleurs, des ONG et du gouvernement du Niger. Par ailleurs, la base de données qui en découlerait (qui sera disponible sur Internet) permettra aux bailleurs, aux ONG Internationales et à d'autres partenaires au développement éventuels de savoir quelles sont les ONG qui se sont forgé une réputation de probité et d'efficacité dans l'utilisation des ressources. Cela motivera les ONG et Associations Nigériennes à améliorer leurs performances, de même que cela renforcera la crédibilité de la société civile naissante du Niger.

### *Formation et Exploitation*

**Problème** : Beaucoup de Nigériens n'ont jamais été exposés à l'Internet et n'en savent pas les avantages.

**Solution proposée** : Offrir des séances de formation ciblées aux différents groupes, tels que les organisations non gouvernementales, les gens d'affaires, les artisans, les groupes communautaires, les fonctionnaires de l'état, les femmes, les élèves et étudiants, les agents de la santé, les journalistes, etc., afin de leur apprendre à se servir de l'Internet pour la promotion de leurs objectifs.

**Problème** : L'Université Abdou Moumouni du Niger n'a actuellement pas d'accès à l'Internet.

**Solution proposée** : Aider l'Université à acquérir l'équipement et une subvention pour l'accès à l'Internet, et à élaborer un plan de conservation de cet accès.

**Problème** : La plupart des écoles primaires et secondaires du Niger n'ont pas accès à l'outil informatique et à l'Internet. Sans cet accès, la génération future ne sera pas préparée à utiliser cette technologie et le Niger sera davantage arriéré.

**Solution proposée** : Un modèle d'assistance est illustré par les Partenaires à l'Internet dans l'Education (PIE), démarré avec l'assistance de l'Initiative Leland en 1997 au Ghana (consulter <http://members.nbc.com/pieghana/>). En rassemblant les enseignants, les administrateurs scolaires, les acteurs du secteur privé et autres, ce forum devient un catalyseur d'éveil des consciences sur les possibilités que l'Internet offre à l'éducation au Niger. De plus, il permet aux Institutions de l'expérimenter sur les programmes actuels et d'explorer de nouvelles idées pendant qu'elles mettent leurs enseignements à la disposition des autres.

**Problème** : Les programmes sanitaires, les éducateurs et les handicapés n'ont pas accès à la plupart des informations de dernière heure et sont isolés de leurs collègues.

**Solution proposée** : Permettre un accès accru à l'Internet, la formation et l'organisation de réseaux électroniques au profit des agents sanitaires Nigériens et des groupes d'handicapés tels que les aveugles.

**Problème** : Manque d'informations disponibles aux touristes sur le Niger. Il est difficile aux touristes de trouver des informations actuelles et précises sur les hôtels, les

---

services touristiques, la location de voitures, etc. Par ailleurs, les curiosités que le Niger peut offrir.

**Solution proposée :** Aider le Ministère du Tourisme du Niger à mettre en place un Site web comportant des informations touristiques afin que ceux qui veulent visiter le Niger puissent chercher d'hébergement, des curiosités, etc., depuis leurs pays. Un tel site web pourrait potentiellement attirer de plus grands nombres de visiteurs, faire rentrer dans le pays des devises tant recherchées et créer des emplois.

### **Conclusion**

Une leçon importante pour les pays où l'Internet n'est pas encore un outil bien connu, c'est qu'il est important d'encourager la demande tout en augmentant l'offre. Pour cette raison, les activités devant permettre le développement des activités au Niger doivent être planifiées dès que possible, en s'appuyant sur les ressources existantes.

---

## Annexe A: Plan de Travail

Evaluation des Infrastructures des TIC au Niger  
Plan de travail  
Mars 2001

### I - INTRODUCTION ET HISTORIQUE

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont de puissants outils de stimulation de la croissance économique et des mutations sociales. La qualité de, et l'accès à l'information sont cruciaux pour le succès de leur application et de leur adoption par la société. Les TIC se retrouvent dans tous les secteurs traditionnels de l'USAID et les TIC permettent aux groupes travaillant sur des sujets communs de profiter des expériences des uns et des autres et d'échanger les meilleures pratiques. Les TIC peuvent : permettre l'accès à l'éducation et à la santé dans les zones reculées ou inaccessibles par l'éducation à distance, la télémédecine et la formation interactive ; améliorer les services destinés aux citoyens aux moyens d'un accès en direct aux services étatiques/publics ; habiliter les individus et les communautés à opérer des choix conscients dans le processus de prise de décisions ; et réduire les charges commerciales tout en ouvrant la voie à de nouveaux marchés à travers le commerce électronique.

Partout en Afrique, l'accès à l'Internet est de plus en plus disponible, mais il existe un nombre d'obstacles importants à son utilisation à grande échelle. Etant donné que le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît la nécessité impérieuse que les pays partenaires s'engagent dans le développement de l'Internet et du Commerce Electronique, l'Initiative Leland a adopté l'approche des quatre « P » pour un développement réussi de l'Internet : (1) Policy (Politique), (2) Pipes (Raccords), (3) Private Sector (Secteur Privé), et People (Les populations).

« La politique » Ouvrir ses portes par des réformes de politique aux technologies de l'information et de la Communication, réduire les barrières pour faciliter la capacité de connexion, et s'assurer que le commerce électronique mondial peut s'installer d'une manière ouverte et transparente ;

« Les Raccords » Démontrer l'efficacité de matériels et de logiciels adéquats en utilisant les derniers nés de la technologie tels que le sans fil, le transfert de données à grande vitesse ; assurer la capacité de transaction en élargissant l'Internet aux zones déshéritées, et collaborer avec les Prestataires de Services Internet du Secteur Privé afin d'offrir une gamme variée de services aux clients ;

« Le Secteur Privé » - S'assurer que le secteur privé « est en mesure de faire ce qu'il doit faire pour réussir ». Cela implique que l'on associe « Réformes de Politique » et « Améliorations des Raccords » tout en s'assurant qu'ils sont en nombre suffisant, qu'on a des techniciens bien formés pour soutenir la mise en place des industries de TIC ; et

« La population » - Mettre en œuvre de nouvelles approches de promotion sociale et économique durables à travers les outils de TIC de l'Infrastructure Mondiale de

---

l'Information. Il est crucial que les partenaires de l'USAID utilisent l'Internet et les autres technologies de l'IC comme outils de développement.

## II – OBJECTIF

L'objectif de ce plan de travail est d'évaluer les opportunités de soutien du Gouvernement des Etats-Unis au secteur des TIC au Niger en donnant un aperçu général du secteur Internet national, en faisant l'analyse des contraintes et des opportunités et en proposant des interventions ciblées. L'équipe d'évaluation fera un projet de rapport résumant les résultats de ses travaux et présentant ses recommandations, ainsi que la synthèse des réunions aux participants qui y sont intéressés afin qu'un plan d'action de suivi puisse être élaboré.

## II – LE PLAN DE TRAVAIL

L'équipe d'évaluation doit se préparer à faire ce qui suit :

Donner un aperçu prenant en compte les domaines non exhaustifs tels que :

**Les Raccords** : Présenter la technologie Internet actuellement utilisée. Recommander des solutions potentielles pour améliorer et élargir l'accès Internet et/ou faire baisser les coûts.

**Le Secteur privé** : Evaluer la taille du marché des TI, le nombre de Prestataires de Services Internet et d'abonnés, la qualité des services assurés du point de vue d'un usager, le coût de la largeur de bande Internet et les comptes détaillants Internet, l'existence d'un Commerce-E.

**La Politique** : Faire une analyse détaillée des lois régissant les télécommunications par rapport au Secteur Internet, y compris le caractère légal et pratique de l'utilisation de la communication sans fil, et l'existence, l'indépendance et la force d'un Régulateur des Télécommunications.

**La population** : Œuvrer avec chaque représentant d'assistance étrangère du Gouvernement des Etats-Unis à déterminer la manière dont ses partenaires sont entrain d'utiliser (ou n'utilisent pas et les raisons) l'Internet et les opérations des partenaires par le biais de la technologie de l'Internet et de ses applications. Assurer la coordination avec les autres représentants du GEU, les nationaux des pays hôtes, aussi bien qu'avec les autres bailleurs, en vue de faire progresser le développement de l'Internet et du Commerce Electronique.

## LES DOCUMENTS

Elaborer un rapport sur la situation de l'Internet au Niger couvrant les domaines non exhaustifs tels que la description de la technologie d'Internet en cours d'utilisation, la taille du marché des TI, le nombre de Prestataires de services et d'abonnés au Service Internet, la manière dont les Nigériens utilisent et quelles applications peuvent être potentiellement utiles aux Nigériens afin de faire évoluer le développement de ce pays. Identifier les champions de l'Internet – les Dirigeants Nigériens ayant un grand intérêt pour la technologie d'Internet et qui en ont des connaissances appréciables – qui

---

pourraient être des partenaires du Gouvernement des Etats-Unis dans la promotion du développement de l'Internet. Décrire le coût de la largeur de bande de l'Internet et des comptes détaillants d'Internet, le caractère légal et pratique de l'utilisation de la communication sans fil, et l'indépendance et la force du Régulateur des Télécommunications. Elaborer un Plan d'Action devant permettre l'accroissement de l'usage de l'Internet dans ce pays et pour des activités régionales.

Soumettre un compte rendu oral au représentant de l'aide étrangère des Etats-Unis et aux homologues clés du pays hôte. Tous les documents écrits doivent être soumis dans l'espace de trois semaines suivant la fin de la mission.

---

## Annexe B: Informations sur le Web

### *Informations générales sur le Niger*

CIA World Factbook: <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ng.html>  
World Bank Niger Country Summary: [www.worldbank.org/afr/ne2.htm](http://www.worldbank.org/afr/ne2.htm)

### *Bailleurs des Fonds/ ONGs*

African Centre of Meteorological Applications for Development (ACMAD) :  
<http://www.acmad.ne>  
Aghrymet : [www.agrhymet.ne](http://www.agrhymet.ne)  
Fonds de Soutien au Développement du Secteur Agricole : <http://www.sdsa.ne>  
Helen Keller International: <http://www.hkitrachoma.org/NIGERFr.html>  
Initiative des Radios Rurales au Niger (Ruranet) :  
[http://www.un.ne/home\\_pnud\\_fr/Dossier\\_fr/ue/radiosrurales\\_doc.htm](http://www.un.ne/home_pnud_fr/Dossier_fr/ue/radiosrurales_doc.htm)  
Institut de Recherche pour le Développement: <http://www.orstom.ne> and  
<http://www.ird.ne>  
L'Action Européenne au Niger: <http://www.prodige.ne/>  
SNV au Niger: <http://www.snv.ne/>  
Les Nations Unies au Niger: <http://www.un.ne>

### *Le Gouvernement du Niger*

Assemblée Nationale: <http://www.assemblee.ne/>  
Douanes: [www.douanes.ne](http://www.douanes.ne)  
Sonitel : [www.intnet.ne](http://www.intnet.ne)  
Direction de l'Informatique : [www.delgi.ne](http://www.delgi.ne)

### *Organisations/Informations se rapportant à l'Internet*

Groupe de Discussion « Internet – Niger »: <http://fr.groups.yahoo.com/group/internet-niger>  
Fête de l'Internet au Niger : [www.multimania.com/fianiger/](http://www.multimania.com/fianiger/)  
Promouvoir Linux et Logiciels Libres au Niger : <http://www.eamac.ne/plan/>  
AISl - Connect National ICT Profile - Niger:  
[http://www2.sn.apc.org/africa/countdet.CFM?countries\\_ISO\\_Code=NE](http://www2.sn.apc.org/africa/countdet.CFM?countries_ISO_Code=NE)  
L'Internet au Niger, présentation au sommet africain sur l'Internet et les  
Télécommunications, Banjul, Gambia, 5-9 June, 2000:  
[http://www.itu.int/africainternet2000/countryreports/ner\\_f.htm](http://www.itu.int/africainternet2000/countryreports/ner_f.htm)

---

Annexe C: Decret Number 2000-037 portant creation, attributions et organization du Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Republique du Niger, Presidence de la Republique, Cabinet du Premiere Ministre

Prière consulter le document ci-joint

du 1<sup>er</sup> septembre 2000

portant création, attributions et organisation  
du Centre de Coordination de l'Informatique et  
des Nouvelles Technologies de l'Information  
et de la Communication.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- VU la Constitution,
- VU l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999 déterminant l'organisation générale de l'Administration Civile de l'Etat et fixant ses missions ;
- VU l'ordonnance n° 99-57 du 22 novembre 1999 déterminant la classification des emplois supérieurs de l'Etat et les conditions de nomination de leurs titulaires ;
- VU le décret n° 99-466/PCRN/MFPT/E du 22 novembre 1999 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 99-56 du 22 novembre 1999 ;
- VU le décret n° 005-99/PRN du 31 décembre 1999 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2000-001/PRN du 5 janvier 2000 fixant la composition du Gouvernement ;
- SUR Rapport du Directeur de Cabinet du Premier Ministre ;
- Le Conseil des Ministres entendu ;

**DECRETE:**

**Article premier:** Il est créé auprès du Cabinet du Premier Ministre, un centre dénommé :  
« **Le Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication** ».

**Article 2 :** Le Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication a pour mission principale de superviser, coordonner et évaluer toutes les actions en matière de développement de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'administration publique et parapublique tant au niveau national que régional et local.

A ce titre, le Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en relation avec les structures concernées est chargé de :

- Veiller à la mise en oeuvre des orientations politiques et des mécanismes de gestion dans le domaine de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication conformément à la politique générale du gouvernement;
- superviser et de valider les schémas directeurs informatiques et des nouvelles technologies de l'information et de la communication des départements ministériels et institutions de l'état;
- veiller à la bonne gestion des réseaux informatiques et des nouvelles technologies de l'information et de la communication d'intérêt général;
- suivre et évaluer la mise en oeuvre de la politique nationale d'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

**Article 2** : Dans le cadre de l'exécution de ses missions telles que définies à l'article premier ci-dessus, le Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication peut, entre autres:

- organiser périodiquement des réunions d'évaluation avec les responsables des services concernés , afin de faire respecter les normes et procédures incluses dans le plan stratégique national ;
- initier des études et réflexions dans le domaine de l'informatique et des nouvelles technologies;

**Article 3** : Le Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication est dirigé par un coordonnateur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Premier Ministre.

**Article 4** : L'organisation du Centre de Coordination de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication est fixée par arrêté du Premier Ministre.

**Article 5** : Le Directeur de Cabinet du Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et sera publié au journal officiel de la République du Niger .

Fait à Niamey, le 1<sup>er</sup> septembre 2000

**Signé**: *Le Président de la République*

**MAMADOU TANDJA**

*Le Premier Ministre*

**HAMA AMADOU**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général  
du Gouvernement

**LAOUEL KADER MAHAMADOU**

---

Annexe D: Info Dev Evaluation des Infrastructures des technologies de l'Information et de la Communication et etat de "e-preparation"

Prière consulter le document ci-joint.

**REPUBLIQUE DU NIGER  
CABINET DU PREMIER MINISTRE**

CENTRE DE COORDINATION DE L'INFORMATIQUE ET DES NOUVELLES  
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Info Dev Evaluation des infrastructures des  
technologies de l'information et de la  
communication et état de « e-préparation »**

**Contacts :**

**MR. KORONEY MASSANI, COORDINATEUR**

Centre de coordination de l'informatique et des  
nouvelles technologies de l'information et de la  
communication, **CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
BP 893, Tél. (227) 72 45 04, Fax (227) 73 58 59,  
E-mail : [koroney@intnet.ne](mailto:koroney@intnet.ne)

**MR. SALA ASSANE AMADOU, DIRECTEUR DE  
CABINET DU PREMIER MINISTRE**

BP 893, Tél. (227)72 26 99, Fax. (227)73 58 59,  
E-mail : [primat@intnet.ne](mailto:primat@intnet.ne)

**MR. MALA ARI, DIRECTEUR DE CABINET  
ADJOINT DU PREMIER MINISTRE**

BP 893, Tél. (227)72 35 76, Fax. (227)72 36 40,  
E-mail : [malla@intnet.ne](mailto:malla@intnet.ne)

## **1. CONTEXTE GÉNÉRAL**

Le sous-développement est la résultante d'un développement inégalitaire qui s'est accumulé au fil des révolutions des moyens technologiques qui ont émaillé l'histoire de l'humanité. Le déséquilibre qu'il sous-entend a connu une très forte accélération avec la révolution industrielle. Ses manifestations sont très bien connues. Elles s'appellent très faible croissance économique, démographie galopante, sous emploi, inaccessibilité aux soins primaires, malnutrition, analphabétisme, instabilité politique, etc. Par contre le cheminement à suivre pour amorcer une réduction du déséquilibre par une accélération plus forte et plus soutenue du développement des pays défavorisés par cette situation semblent moins bien connu et constitue de ce fait l'objet de controverses.

L'optimisme et le volontarisme que les adeptes des technologies de l'information et de la communication (TICS) appellent dans leurs discours sont ainsi souvent taxés d'utopie ou de rêve. Face à cette absence d'unanimité, la question fondamentale qui vient à l'esprit quand on oppose TICS et développement est de savoir si les TICS vont résoudre tous les problèmes de développement et changer radicalement le monde.

Le développement est sans conteste un problème trop complexe qui nécessite d'agir simultanément sur plusieurs registres à la fois pour espérer des résultats tangibles, en conséquence les TICS ne sont qu'un moyen. Il n'est donc pas raisonnable de prétendre sans risque d'erreur qu'elles vont résoudre tous les problèmes de développement et changer radicalement le monde. Elles constituent cependant une réelle chance de progrès pour l'humanité, surtout pour les pays du Sud.

Au Niger, les TICS sont déjà introduites çà et là dans l'administration, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales, avec les services Internet depuis novembre 1996.

L'objet de cette étude est d'évaluer les infrastructures dans le domaine des TICS et de l'état de 'e-préparation' au niveau de notre pays le Niger.

Cette évaluation servira d'outil d'aide à la décision dans le domaine des TICS à l'attention des décideurs Nigériens (publics et privés) et des partenaires au développement. Elle relatera l'état des lieux dans la préparation de notre pays par rapport aux différents services électroniques porteurs dans le développement d'un pays. Il s'agit du commerce électronique, de la télé-médecine, de tous les outils qui ont trait à la formation à distance (visioconférence, télé-enseignement, etc.).\*

La seule étude sérieuse dans le domaine de l'évaluation des TICs est « l'étude de faisabilité de la généralisation d'Internet dans l'optique du Réseau de développement durable (RDD) au Niger », effectuée en Février 1998 sous Financement PNUD. Cette étude a consisté à faire l'état des lieux du développement des Nouvelles technologies de l'information et de la communication sur tout le territoire national, et de jeter les bases du programme RDD/Internet qui devrait s'exécuter sur trois (3) ans avec une enveloppe de \$334,000. Malheureusement, l'instabilité politique au niveau du Niger n'a pas permis la poursuite de ce projet.

## **2. OBJECTIFS DE L'ETUDE**

Cette étude sur les technologies de l'information et de la communication au Niger permettra :

- de faire un état des lieux des infrastructures de communication sur tout le territoire Nigérien afin d'évaluer l'investissement à faire pour mettre à la disposition de la grande majorité des populations, les services de communication à des coûts abordables;
- de faire une analyse approfondie des principaux problèmes qui freinent le développement des TICs dans notre pays;
- de rechercher et de mettre en place de nouvelles infrastructures afin de favoriser les technologies les mieux adaptées au pays et aux populations en mettant l'accent sur les systèmes et outils de communication fonctionnant avec très peu d'énergie ;
- d'identifier les actions (sous forme de propositions et recommandations) dans le cadre d'un plan stratégique pour le développement de l'usage des TICS ;

- de mobiliser aussi bien les financements publics nationaux qu'internationaux afin d'assurer la mise en œuvre de ces actions.

Pour cela des dispositions doivent être prises dans le cadre de la définition du plan stratégique, il s'agit :

- d'encourager la création de contenus originaux à forte valeur ajoutée dans tous les domaines d'activités de la société Nigérienne ;
- de réduire significativement les frais de douanes, les taxes, et les prélèvements indirects sur le coût du matériel informatique ;

Cette évaluation permettra de jeter les bases de la création d'une société de l'information dans notre pays. Les grandes lignes de ce projet seront contenues dans le plan d'actions qui sera issu de la présente étude. La création d'une société de l'information au Niger, permettra :

- d'accroître l'efficacité globale de l'Administration et la maîtrise de la décentralisation administrative initiée avec la mise en place des structures démocratiques, grâce à une amélioration de la circulation de l'information ;
- de produire à temps des informations fiables pour le pilotage de l'économie ;
- d'offrir aux populations des possibilités nouvelles de communication avec l'Administration ;
- de mettre à la disposition des opérateurs économiques, des moyens modernes pour leur permettre d'interagir efficacement avec leurs partenaires internationaux, de renforcer leur présence sur le marché international et d'améliorer leur compétitivité ;
- d'accroître la pratique de l'enseignement à distance ;
- d'assurer une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles ;
- de créer ainsi des conditions plus favorables pour les investissements et pour un développement durable ;
- et à tirer le meilleur profit de la mondialisation par la réduction du fossé numérique avec les pays du Nord.

### **3. LA METHODOLOGIE**

Cette étude portant sur l'évaluation des infrastructures des technologies de l'Information et de la Communication et l'état de e-préparation de notre pays sera réalisée de la manière suivante :

1<sup>ère</sup> étape : Mise en place d'un comité de coordination de l'étude ;

2<sup>ème</sup> étape : séminaire de sensibilisation avec médiatisation (radio et télévision);

3<sup>ème</sup> étape : étude sur l'évaluation et l'impact des TICs avec deux équipes de consultants : une équipe pour l'intérieur du pays et l'autre couvrant toutes les institutions concernées au niveau de la capitale ;

4<sup>ème</sup> étape : réalisation du plan d'actions national sur la base des rapports des deux premiers groupes de consultants. Un consultant international sera recruté sur la base de son expérience dans ce domaine ;

5<sup>ème</sup> étape : Organisation d'un atelier national pour la validation du plan d'actions, en présence de tous les consultants.

### **4. LES ACTIONS À FINANCER PAR LE DON**

Dans le cadre de cette évaluation les actions qui seront supportées par le don infodev sont :

#### *1. La tenue de séminaire de sensibilisation :*

Cette opération est une préparation à l'opération « Evaluation des infrastructures »; elle consistera à sensibiliser l'ensemble des partenaires dont la parTICsipation est déterminante pour le succès du projet envisagé. L'auditoire sera constitué :

- Des décideurs : pour les convaincre de l'ampleur de l'enjeu.
- des différents opérateurs et autres acteurs du domaine des TICS pour qu'ils se sentent impliqués pleinement dans le projet
- de la société civile : pour qu'elle soit informée des initiatives, qu'elle comprenne l'importance des TICS pour le développement et qu'elle puisse apporter sa contribution pour une préparation

- de la presse

Des rencontres seront organisées et des supports d'information seront élaborés à l'intention des personnes susceptibles d'apporter une contribution directe ou indirecte dans la réussite de l'opération. Le financement couvrira les frais d'animation des séminaires, les frais de location des salles, le déplacement, l'organisation des jours de sensibilisation, les fournitures, ...

L'obstacle principal à lever sera la marge de temps à prendre : ces actions de sensibilisation doivent s'effectuer en préalable avant le démarrage de toute opération parce qu'elle détermine la réussite de l'opération. L'accès au financement de l'action dans un délai raisonnable sera donc d'une importance capitale pour le démarrage des activités dès le mois de Mars.

## *2. La presse en tant qu'outil d'information et de sensibilisation :*

En tant que moteur principal de la transmission d'informations, des supports médiatiques radio-télévisés seront utilisés : des spots publicitaires, des interviews, ...

## *3. L'enquête sur les infrastructures et l'utilisation des TICs au niveau du secteur public, parapublic, privé, organismes internationaux et de la société civile.*

Cette enquête permettra d'établir un état des lieux des infrastructures, faire une étude sur l'utilisation actuelle de ces infrastructures. Elle sera effectuée par une équipe de consultants nationaux qui auront à élaborer un rapport sur l'état d'utilisation des TICs au Niger, faire une analyse sur cet état et faire des recommandations et propositions qui serviront de points de réflexion pour l'élaboration du plan d'actions.

L'obstacle à la réussite de cette opération peut être le refus de collaborer de la part des acteurs du secteur des TICs et les utilisateurs pour permettre de recueillir le maximum d'informations. Une bonne organisation de la première opération, à savoir

la sensibilisation, et la qualité des consultants identifiés pour mener la tâche permettra d'éviter un tel obstacle. Pour cela un accent sera mis sur l'expérience dans le choix de ceux-ci et des moyens conséquents pour leur permettre de travailler dans de bonnes conditions.

#### *4. La mise en place des équipements (réseau local) pour le besoin de cette étude*

Pour mener cette activité à terme, des outils de travail seront nécessaires. Un réseau local comprenant un serveur et trois à quatre postes de travail sera mis en place pour le besoin des intervenants : responsables, consultants, spécialistes (réseaux, Web, ...).

Pour permettre une diffusion en ligne des informations sur les actions réalisées et les résultats, des pages Web seront développées et mises sur site. Pour donner un accès sur Internet on procédera à l'installation d'une liaison spécialisée permanente et un abonnement couvrant la durée des activités. Le don couvrira alors les frais liés à l'installation de la liaison spécialisée, l'abonnement d'un an, l'achat de matériels de travail à savoir un serveur, trois micro-ordinateurs, des accessoires réseau (Hub, cartes, câbles, ...).

#### *5. La réalisation d'un plan d'actions national pour la création d'une société de l'information*

Sur la base des informations et recommandations du rapport sur les TICs au Niger dans le secteur public, parapublic, organismes et société civile et le rapport de l'enquête sur les TICs dans les régions du pays, un plan d'actions sera élaboré. Il visera à définir un cadre général pour la mise en œuvre d'une société de l'information au Niger et consistera à définir les grandes lignes des actions futures : les infrastructures, les dispositions, ... et une évaluation financière pour la mise en œuvre de ce plan.

Ce travail sera réalisé par une équipe composée de consultants sélectionnés au niveau national et un expert international ayant une compétence reconnue dans le domaine.

*6. La tenue d'un atelier de validation du document Plan d'actions National pour la création d'une société de l'information au Niger.*

Le plan d'actions élaboré fera l'objet d'un atelier national afin de le valider. Cet atelier réunira l'ensemble des décideurs à tous les niveaux, les acteurs du domaine des TICs, la société civile.

**5. QUALIFICATIONS DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION**

L'auteur de la proposition est le centre de coordination de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (CCINT) rattaché au Cabinet du Premier Ministre.

Ce centre, créé le 1<sup>er</sup> septembre 2000 par décret pris en conseil des Ministres, a pour mission principale de superviser, coordonner et évaluer toutes les actions en matière de développement de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTICS) dans l'administration publique et parapublique tant au niveau national que régional et local. A ce titre, il est chargé, en collaboration avec les services concernés, de :

- veiller à la mise en œuvre des orientations politiques et des mécanismes de gestion dans le domaine de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTICS) conformément à la politique générale du Gouvernement ;
- superviser et de valider les schémas directeurs informatiques et des NTICS des départements ministériels et institutions de l'Etat ;
- veiller à la bonne gestion des réseaux informatiques et des NTICS d'intérêt général ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre de la politique nationale informatique et des NTICS.

Compte tenu du fait, que le CCINT est une structure très récente, il n' y a pas d'études d'évaluation des Infrastructures I&C, antérieures qu'il a eu à réaliser.

## **6. BUDGET ET JUSTIFICATION DU BUDGET**

La procédure d'exécution des dépenses publiques au Niger, pour les marchés dont les fonds proviennent du groupe de la Banque Mondiale, prévoit en son point 1.2 que le lancement d'un appel d'offres ouvert international est le meilleur moyen de satisfaire toutes les exigences des directives de la Banque Mondiale.

Cependant, elle dispose que lorsque le lancement d'un appel d'offres international n'est manifestement pas la procédure la plus économique ni la plus efficace, d'autres méthodes de passation des marchés sont spécifiés notamment :

- l'appel d'offres international restreint ;
- l'appel d'offres national ;
- la consultation des fournisseurs ;
- l'entente directe ;
- la régie.

Vus les délais et l'urgence du dossier, le centre de coordination de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (CCINT) s'orientera vers des procédures de passation de marchés simplifiés.

Dans le cadre du suivi de la performance de l'aide financière, un rapport mensuel d'évaluation financière sera confectionné. Il permettra de maîtriser la situation et d'apporter éventuellement les redressements appropriés.

## **BUDGET**

**\$1 = 700 F (F CFA)**

POSTES DE DÉPENSES	MONTANT	FINANCEMENT	
		INFO DEV	ETAT DU NIGER
Séminaire de sensibilisation sur les TICs et le développement : - honoraires conférenciers ; - transport ; - pauses café, restauration ; - logistique, etc.	\$7,143	\$7,143	----
Presse : spots publicitaires, interviews	\$4,286	\$4,286	-----
Enquête dans les sept (7) Régions du pays sur les TICs : Consultants nationaux - Honoraires ; - Déplacement.	\$10,000	----	\$10,000
Enquête sur les TICs au niveau du secteur public, parapublic, privé, des organisations internationales et de la société civile : Consultants nationaux - Honoraires ; - Déplacement.	\$7,142	\$7,142	----
Intranet gouvernemental : - 1 LS et 1 an d'abonnement - 1 serveur Web + HUB - 3 postes clients - Accessoires (câbles, cartes, développement pages web)	\$14,286	\$14,286	-----
Réalisation du Plan d'actions national : Consultant international + consultants nationaux : - Honoraires ; - Hébergement et billet d'avion consultant international	\$14,286	\$14,286	----
Atelier national de validation du document Plan d'actions national pour la création d'une société de l'information au Niger : - honoraires conférenciers ; - transport ; - pauses café, restauration ; logistique, etc. - Hébergement et Billet d'avion Consultant International.	\$5,714	\$2,857	\$2,857
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>\$62,857</b>	<b>\$50,000</b>	<b>\$12,857</b>

## **7. PLAN D'ÉVALUATION**

L'appréciation des résultats devra se faire de façon dynamique afin que les redressements nécessaires puissent être apportés à temps.

A l'issue de la phase d'élaboration de l'évaluation, il s'agira de mesurer, dans un rapport d'évaluation, le degré d'efficacité de la stratégie mise en œuvre en répondant à certaines questions telles que :

- les objectifs initiaux sont-ils atteints ?
- les délais ont-ils été respectés ?
- les contraintes pressenties à cette étude ont-ils été levées ?

Comment ?

---

## Annexe E: Information de Contact pour les Auteurs

Yaovi Atohoun  
Coordinateur Leland - Bénin  
06 BP 2044  
Cotonou, Bénin  
Tel. +229 (31) 28-70  
Fax: +229 315461  
E-mail: [yatoh@firstnet.bj](mailto:yatoh@firstnet.bj)

Eileen Reynolds  
RTI  
Center for International Development  
Information and Communication Technology Program  
PO Box 12194  
3040 Cornwallis Road  
Research Triangle Park, NC 27709-2194  
Tel. (919) 485-2746  
Fax : (919) 541-6621  
E-mail : [ereynolds@rti.org](mailto:ereynolds@rti.org)  
[www.rti.org](http://www.rti.org)

Karl Stanzick  
MTDS S.A.  
43, rue Oukaimeden, appt. n° 2  
Agdal, Rabat, 10000 Morocco  
Tel. (212-7) 67.48.61, 67.48.62  
Fax: (212-7) 67.48.63  
E-mail : [karl@mtds.com](mailto:karl@mtds.com)  
[www.mtlds.com](http://www.mtlds.com)